

Austérité : il m'en reste, je vous le mets ?

Aïcha Magha ■ Décembre 2016

Encore un petit effort de 9,8 milliards d'euros et l'équilibre budgétaire sera atteint. Vraiment ? Rien n'est moins sûr. Tout porte à croire que la litanie des efforts budgétaires n'a pas dit son dernier mot, même si, d'un point de vue social, beaucoup d'observateurs estiment qu'on est à l'os. Déjà l'hiver 2016 frappe à nos portes, avec son lot d'opérations de charité. Un enfant sur quatre grandira sans manger à sa faim en Wallonie... Une petite pièce mesdames, messieurs, à votre bon cœur. Une petite larme pour les pauvres qui sont de plus en plus nombreux... Mais surtout n'allez pas y voir une corrélation avec le démantèlement de la sécurité sociale. Les choses sont beaucoup plus complexes. En réalité, pas tellement. L'augmentation de familles monoparentales vivant sous le seuil de pauvreté, les exclus du chômage, le nombre grandissant de parents qui sollicitent les CPAS pour couvrir les frais scolaires, la malbouffe et les carences alimentaires dans une fraction de plus en plus importante de la population, le surendettement, le sous-logement... Tous ces drames sociaux qui font les titres de la presse sont évidemment à mettre en lien avec les politiques d'austérité que nous subissons depuis 2009. Des politiques vaines, tant sur le plan social qu'économique et qui, se perpétuent inlassablement.

Depuis 2012, deux gouvernements belges enchaînent les promesses sans lendemain. Milliards après milliards, les économies censées remettre le pays sur les rails de sa trajectoire budgétaire sont principalement réalisées dans les dépenses publiques et par des réformes structurelles en matière de droits sociaux. Des milliards de coupes budgétaires, des prévisions de croissance trop optimistes, une augmentation de la dette publique, des menaces de sanctions de la Commission européenne... c'est le schéma auquel nous sommes condamnés si l'on continue à s'enfermer dans le dogme de l'austérité. Bref récapitulatif :

En 2012, le Gouvernement Di Rupo annonce un retour à l'équilibre en 2015 mais doit corriger le tir en mars 2014 : « *l'atteinte d'un équilibre structurel budgétaire en 2016 et l'obtention d'un surplus structurel de 0.75% du PIB en 2017* ». A la fin de la législature, le gouvernement Di Rupo aura multiplié les mesures d'austérité (30 milliards au total), sans atteindre le but annoncé.

En mars 2015, le Gouvernement Michel renforce les plans d'austérité à travers des réformes anti-sociales. Il annonce un report de l'équilibre à... 2018. Mais aujourd'hui, le Conseil supérieur des finances n'exclut pas un scénario où le Graal attendra au moins 2019 !

Au-delà des doutes permis sur notre capacité à respecter l'engagement pris, c'est la méthode appliquée qui doit poser question. L'austérité produit des effets diamétralement opposés à ceux escomptés puisqu'elle fait exploser **les dettes publiques**. En avril 2012, la dette belge se situait à 99,4% du PIB et le gouvernement prévoyait de ramener le ratio dette/PIB à 92,3% en 2015¹. Mais, alors que les coupes budgétaires s'abattaient, elle a augmenté de 7pp (points de pourcentage) pour atteindre 106% fin 2015. Quant au dernier programme de stabilité (2016-2019), il promettait un ratio dette/PIB de 106% pour la fin de l'année 2016. C'est plutôt mal parti puisqu'elle s'élevait à 109,2% au premier trimestre 2016.

Avant de convenir unanimement que nous avons un problème de dette publique qui doit être résorbé par des coupes budgétaires, revenons sur quelques éléments :

La dette publique a connu une diminution structurelle de 1995 à 2007. Les dépenses étaient stables et maîtrisées au cours des 30 dernières années², ce qui déconstruit l'affirmation selon laquelle les belges ont vécu au-dessus de leurs moyens (sécurité sociale trop généreuse). La dette belge s'élevait à 84% du PIB en 2007. Mais au lendemain de la crise bancaire et financière, les citoyens se sont réveillés avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête : leur « dette souveraine ». Le sauvetage par l'Etat belge des banques Fortis et Dexia a transformé une débâcle privée en surplus de dette publique. Depuis 2012, les efforts financiers demandés à la population belge s'élèvent à 50 milliards d'euros. 10 milliards supplémentaires sont à prévoir pour tenir le cap dans les 2 prochaines années. Ces efforts, vains, puisent leurs racines dans le Traité budgétaire (TSCG³, 2012), qui est censé mettre au pas les finances des 25 membres de l'Union qui l'ont signé. Le comble est qu'après 4 années d'application aveugle, les experts se demandent encore sur quels fondements économiques repose le niveau de déficit autorisé. Rappelons qu'un des papes de l'austérité, l'ex-Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a récemment choisi de mettre toute son expertise acquise au cœur des institutions européennes, au service de la Banque d'affaires Goldman Sachs, soit une des institutions qui a participé activement aux déficits

¹ Programme de stabilité de la Belgique 2012-2015.

² Les chiffres montrent des dépenses stables : autour des 43% du PIB les 30 dernières années.

³ Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, signé par 25 Etats membres sur les 28 que compte l'Union.

publics de plusieurs Etats membres. De quoi douter de la neutralité et des véritables motivations de ces hauts fonctionnaires européens qui mettent les peuples au régime sec.

L'autre grand aveuglement permanent consiste à tout miser sur le retour de la croissance. On l'attend, on la prévoit, elle frémit, se dégonfle et finalement...nous pause un lapin. Classique et pourtant, tout se passe comme si elle demeurerait le messie qui allait nous sauver de tous les maux. Pour certains, la croissance serait même en mesure de régler le réchauffement climatique ! Comme pour l'équilibre budgétaire, ses prévisions sont continuellement revues à la baisse. Depuis 2008, la croissance du PIB atteint une moyenne de 0,2%, soit dix fois moins que le taux de croissance nécessaire à la création d'emplois (2% d'augmentation du PIB).

Au nom de quels intérêts supérieurs continuerions-nous à nous enfoncer dans l'erreur? Au nom de quelle cause devrions-nous continuer à priver de toit, de nourriture, d'école, de culture, d'emplois, de soins de santé, de pensions, de transports, de justice... un nombre croissant de femmes, d'hommes et d'enfants ? Pour approcher la réponse, il faut se demander à qui profite la situation. Car au fond, tout le monde ne souffre pas - encore - de l'effondrement de l'Etat social.

Les profits nets engrangés par les sociétés belges cotées en bourse en 2015 se sont élevés à 18,3 milliards d'euros, soit une progression de 32,7% par rapport à 2014⁴ ;

- Les 20 entreprises de l'indice Bel 20 ont distribué 11,1 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2014, soit 11,4% de plus qu'en 2013⁵ ;
- En 2015, les patrons des entreprises du Bel 20 ont gagné 20% de plus qu'en 2014 ;
- En 2015, la banque BNP Paribas Fortis a versé à ses actionnaires un dividende de 2 milliards d'euros ;
- En 2014, 13 banquiers belges ont perçu une rémunération moyenne de 1,52 millions d'euros. Ils étaient 9 en 2013⁶ ;
- 13.000 entreprises belges ont envoyé 62 milliards au Luxembourg en 2014⁷ ;
- Les quelques 732 citoyens qui ont fondé des sociétés offshores dans des paradis fiscaux (affaire *Panama Papers*) ne seront apparemment pas inquiétés ;
- Le gouvernement décide d'aller en appel contre la décision de la Commission européenne demandant à la Belgique de récupérer 700 millions d'euros indûment octroyés à des multinationales dans le cadre du système des *rulings fiscaux*.

62 personnes possèdent davantage que le reste de l'humanité. Ce constat, à lui seul, sonne le glas de la démocratie. N'y aurait-il donc que Trump et Marine pour apaiser les peurs ? Serions-nous condamnés à revivre l'histoire ?

Pourtant, en ce qui concerne le budget, pour que les Etats puissent à nouveau investir massivement dans des politiques publiques. Une diminution de la charge de la dette par une

⁴ « 18 milliards de bénéfices pour les sociétés cotées à Bruxelles », L'Echo, 2 avril 2016.

⁵ COLLET Marc, « Dividendes 11 milliards à distribuer aux actionnaires », L'Echo, 17 mars 2013.

⁶ Belga, « Combien gagnent les banquiers belges ? », L'Écho, 30 mars 2016.

⁷ Belga, « Les entreprises belges ont envoyé 62 milliards au Luxembourg en 2014 », Trends Le vif, 31 mai 2016.

réforme de la BCE (Banque Centrale Européenne), par l'annulation ou la restructuration de créances, par la contribution significative du capital au remboursement de cette dette est totalement faisable.

Les plans d'ajustements structurels appliqués par le FMI (Fonds Monétaire International) et la Banque Mondiale depuis les années 80 dans les pays du Sud ont montré combien ces méthodes dépossèdent les Etats de leur souveraineté et affaiblissent le niveau de vie des populations. Face à la barbarie qui vient, il faut sortir du dogme de l'austérité. L'heure est tellement grave qu'aucun parti politique démocratique ne peut justifier l'omerta qui pèse encore sur l'alternative économique : le partage des richesses. Les leviers sont connus : augmentation des salaires, fiscalité, diminution du temps de travail, financement des services publics, investissement dans l'éducation et la santé.